

**DEBAT NATIONAL A PARTIR DES QUESTIONS
DE LA CONFERENCE DES EVEQUES DE FRANCE (lettre du 11 décembre 2018)
PAROISSE CATHOLIQUE DE MONTFERMEIL
LE 8 FEVRIER 2019**

Nous étions 25 personnes de tous horizons, avec notre maire M. Lemoine, son 1^o adjoint, M. Ginnac, notre conseillère départementale, Mme Dellac et notre curé, le P. Louvet.

CAUSES DU MALAISE ET DES VIOLENCES

Quelles sont selon vous, en essayant de les hiérarchiser, les causes principales du malaise actuel et des formes violentes qu'il a prises ?

1 – Un fort sentiment d'**injustice** : nous voyons des pauvres plus pauvres à cause de riches plus riches. Et d'un côté le gouvernement supprime l'ISF et en même temps, les dépenses au sommet de l'état augmentent.

2 – Le « piège » de la société capitaliste libérale. Une **société marchande** qui vend de tout. Est-ce que tout est progrès ? L'incitation à la consommation conduit à la demande du « tout, tout de suite » et à la frustration et à l'individualisme.

3 – Nous ressentons un **désordre général** du pays. Les institutions sont en panne ! La dilution de l'autorité, l'impuissance collective et la déconstruction de notre société. Ex. : le mille-feuilles des collectivités locales : on ne voit plus qui est responsable.

4 – Le **non-respect de la subsidiarité**. C'est-à-dire que les autorités supérieures (l'état, le Grand Paris, la métropole) prennent des responsabilités que des autorités « inférieures » auraient pu mieux résoudre avec l'aide et l'approbation de la base. Ex. : les limitations de vitesse, bonnes en soi, mais incomprises des usagers des routes. Cela déresponsabilise et irrite la base.

PARTIES PRENANTES DES DECISIONS ?

Qu'est-ce qui pourrait permettre aux citoyens dans notre démocratie de se sentir davantage partie prenante des décisions politiques ?

1 - La **subsidiarité vécue** permet la participation de la base. La France a un réseau impressionnant d'associations, depuis la Ligue de protection des oiseaux jusqu'au Secours Populaire, Secours catholique (et leur réseau « Alerte »). Ces **associations** et leurs réseaux ne sont pas pris en compte et apparaissent parfois comme des obstacles aux actions du gouvernement. Il faut remettre la confiance envers les associations. Idem pour l'action des **mairies** !

2 - Les grands choix politiques sont souvent marqués par des groupes de pression (économique). Les hommes politiques ont-ils une marge de liberté face à ces pressions ? La globalisation libérale et l'appartenance à l'Europe limitent la souveraineté nationale ; il faut prendre en compte ces accords commerciaux pour en tirer un avantage pour la France (et non une excuse pour ne pas agir).

3 - Nous voyons nos élus non pas comme des élites politiques mais comme des élus du peuple qui doivent répondre aux besoins des gens.

4 - Le RIC a été évoqué dans notre débat. Nous avons eu dans le passé un projet (avorté) de Référendum d'initiative Populaire !

CORPS INTERMEDIAIRES

Quels sont les lieux ou les corps intermédiaires qui favoriseraient cette participation ?

Ce que nous avons dit sur la subsidiarité montre l'importance que nous accordons à ces corps intermédiaires : la **mairie** est très proche des gens (on voit si les travaux se font ou non ! C'est concret!). Mais aussi le département, les syndicats, les partis quand ils ont un projet, les associations.

En milieu rural, des initiatives comme les centres administratifs (qui regroupent tous les services), les épiceries communales, les cabinets médicaux gérés par la commune ou le département.

Une place toute spéciale à la **famille**. Même difficile et boiteuse, la famille est la première institution reconnue par les français.

Mais l'état permet-il la libre action de ces corps intermédiaires ? Favorise-t-il la vie et les initiatives de ces corps intermédiaires (tout en faisant respecter le bien commun)

QUEL BIEN COMMUN ?

Quel bien commun recherché ensemble pourrait fédérer nos concitoyens et les tourner vers l'avenir ?

1 – Une **république respectée et respectueuse** des initiatives des corps intermédiaires. L'unité de la nation dans le respect de chacun.

2 – Le **respect de la planète** (écologie) et en même temps la justice sociale et la prise en compte des plus faibles.

3 – Obtenir la **paix**, c'est-à-dire l'ordre dans la justice : paix, éducation, santé.

4 – L'économie de marché ne répond pas au bien commun. Il faut un contrôle au libéralisme économique.

RAISONS D'ESPERER

Quelles raisons d'espérer souhaitez-vous transmettre à vos enfants et petits-enfants ?

1 – Le respect des autres et de la planète (« Laudato si »). Transmettre ce respect des autres

2 – Redonner l'espoir aux jeunes. Que chacun puisse croire en lui.

3 – Croyants, nous avons des raisons d'espérer : l'amour, la solidarité et le respect de chacun sont des exigences de notre foi.

POUR EXPLICITER NOS POSITIONS :

Sur le rôle de l'Eglise :

« L'Eglise ne peut ni ne doit se mettre à la place de l'Etat. Mais elle ne peut ni ne doit rester à l'écart dans la lutte pour la justice ... L'engagement pour la justice, travaillant à l'ouverture de l'intelligence et de la volonté aux exigences du bien, intéresse profondément l'Eglise. » (Benoît XVI, Dieu est amour, 25 décembre 2005, n° 28)

Sur le principe de subsidiarité :

« Rappelons le principe de subsidiarité qui donne la liberté au développement des capacités présentes à tous les niveaux, mais qui exige en même temps plus de responsabilité pour le bien commun de la part de celui qui détient plus de pouvoir. » (François, Laudato si, 24 mai 2015, n° 196)